

## Le soutien politique favorise l'essor de la gestion communautaire des pêches à Kiribati

*Tarateiti Uriam Timiti<sup>1</sup>, Toaiti Vanguna<sup>1</sup>, Beia Nikari<sup>1</sup>, Maaria Henry<sup>1</sup>, Katirube Nakabuta<sup>1</sup>, Iutita Karekennatu<sup>1</sup> et Tooreka Teemari<sup>1</sup>*

Du 14 au 16 août 2023, des représentants des communautés mettant en œuvre divers régimes de gestion des pêches côtières et l'équipe du projet de gestion communautaire des pêches (GCP, ou Nei Tengarengare à Kiribati) du ministère de la Pêche et de la Valorisation des ressources marines (MFMRD) de Kiribati ont tenu une réunion nationale des acteurs communautaires de la GCP à Kiribati. Un tel rassemblement inter-îles n'avait plus eu lieu depuis quatre ans, en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19.

Les communautés pratiquant la GCP réclamaient depuis longtemps l'organisation d'un atelier réunissant toutes les parties prenantes hors du centre urbain de Tawara, où la GCP est peu répandue. Il a alors été décidé collectivement d'organiser un rassemblement dans les îles périphériques où la GCP est pratiquée, afin que les efforts de tous les acteurs soient reconnus. L'île de Butaritari, l'une des îles périphériques de l'archipel nord de Kiribati, a proposé d'accueillir la réunion et ses participants. Plus de 140 représentants des communautés pratiquant la GCP sur dix îles différentes se sont réunis à Butaritari. Il s'agissait de la première réunion liée à la GCP de cette ampleur organisée sur une île périphérique. Cette réunion a donné l'occasion aux communautés de partager leurs expériences uniques, de discuter de leurs difficultés et des solutions à celles-ci, ainsi que de donner leur avis sur la marche à suivre pour développer la GCP dans le pays.

M. Taneti Maamau, Président de Kiribati, et sa délégation, composée de la Secrétaire du Gouvernement, du ministre de l'Environnement, et des directeurs de la Division agriculture et de la Division environnement et conservation, ont assisté à la réunion. M. Taneti Maamau a félicité les communautés pour leur détermination à créer des pêcheries durables, et il les a vivement encouragées à poursuivre leur excellent travail : « Pour reprendre les mots du Ministre Tiwau, notre océan est notre garde-manger. Lorsque nous avons besoin de manger, notre océan nous fournit nos protéines quotidiennes. Cependant, face aux nouveaux défis, qui appellent des réponses variées, les parties prenantes doivent unir leurs forces. Le programme Nei Tengarengare/de gestion communautaire des pêches a réuni tant de membres de nos communautés et de nos services ministériels autour de notre objectif commun, à savoir la durabilité et la santé de nos pêcheries... Les personnes rassemblées ici se sont toutes engagées à œuvrer en faveur de la protection de nos pêches côtières marines, pour nos enfants et les futures générations de I-Kiribati. » Le Président de Kiribati a également remercié le Gouvernement australien pour son soutien continu, ainsi que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande pour le cadre du programme de gestion et de développement institutionnels des pêches, Tobwan Waara. La Haute-Commissaire australienne, Karen Bray, la Haute-Commissaire adjointe de la Nouvelle-Zélande, Marni Gilbert, et des parlementaires de Butaritari ont également participé à la réunion.

<sup>1</sup> Ministère de la Pêche et de la Valorisation des ressources marines, Division pêches côtières, Kiribati.

Le Président de Kiribati, M. Taneti Maamau, les invités et les dirigeants de communautés pratiquant la GCP réunis à Butaritari pour participer à la réunion nationale des acteurs de la GCP – Image : © MFMRD.



## Partage des enseignements tirés de la GCP

Durant la réunion, les dirigeants et les représentants des communautés ont fait part de leur expérience de la GCP. Ces échanges ont été l'occasion, tant pour les communautés ayant adopté récemment la GCP que pour celles ayant davantage d'expérience, d'apprendre des îles bénéficiant d'une gouvernance solide et d'un soutien à l'échelle de l'île pour la gestion de leurs pêches. Les représentants de certains villages ont expliqué comment leurs efforts avaient été appuyés par des institutions insulaires telles que le Conseil des Anciens et le Conseil insulaire. Les discussions ont permis à de nombreux participants de comprendre que les facteurs essentiels pour transposer la GCP à plus grande échelle étaient qu'ils puissent s'appuyer sur leurs institutions insulaires et qu'ils aient envie de jouer un rôle actif et prépondérant en tant que défenseurs de la GCP auprès des communautés voisines sur leur île. Un autre enseignement applicable à l'ensemble des communautés est l'importance de disposer d'un plan communautaire reconnu juridiquement, étant donné qu'à l'heure actuelle, toute la gestion se fait de manière informelle au niveau local. Les participants ont par ailleurs longuement débattu de la façon dont les communautés peuvent participer à la surveillance de leurs aires marines protégées (AMP), soutenir cette activité, et s'assurer d'être en conformité avec les exigences des autres instruments de gestion des pêches utilisés. Certains ont évoqué la possibilité de surmonter une partie de ces difficultés en mettant au point des outils destinés à aider les membres des communautés à suivre de plus près leurs activités de pêche, ce qui permettrait au ministère des Pêches d'intervenir moins souvent dans les zones éloignées.

## Faire entendre la voix des femmes

Pour garantir que la voix des femmes océaniques soit entendue, deux journées de dialogue réservées aux femmes ont été organisées dans un lieu distinct, afin que celles-ci puissent évoquer en toute liberté leurs problèmes, leurs préoccupations et leurs besoins en lien avec la GCP. Quarante-neuf représentantes de communautés ayant créé des groupes communautaires de femmes, ainsi que des représentantes de toutes les communautés de Butaritari, ont été conviées à ce dialogue. La réunion a été animée par l'équipe du projet de

GCP et le personnel du ministère de la Pêche, avec l'aide de représentants du ministère de la Condition féminine et du ministère du Commerce. Pour poser le contexte, le ministère de la Condition féminine a fait un bref exposé sur la politique nationale de promotion de l'égalité de genre et de la condition féminine, qui a montré que le gouvernement était déterminé à soutenir et à autonomiser les femmes, ainsi qu'à promouvoir l'égalité de genre dans tous les secteurs et à tous les échelons. Les représentants du programme régional Pacific Oceanscape (financé par la Banque mondiale) ont présenté le soutien dont bénéficie actuellement ce projet, qui encourage les initiatives en faveur de nouveaux moyens de subsistance liés à la mer dans les communautés. Les femmes ont eu de nombreuses occasions d'en apprendre davantage sur les aides publiques à leur disposition et sur la manière d'y accéder. La formation à la gestion financière organisée par le ministère des Finances et la formation donnée par des spécialistes sur les activités génératrices de revenus liées à la mer nécessitant un faible investissement initial, comme la confection de paniers à l'aide de coquillages et la fabrication de glaces à partir d'algues, ont notamment été évoquées. C'était le moment idéal pour que les femmes discutent des problèmes, des défis et des obstacles qui les empêchent de se lancer dans des activités génératrices de revenus. Parmi les principaux défis évoqués figuraient le manque de soutien de leur conjoint, le manque de matériel, et les connaissances et compétences limitées s'agissant des moyens de subsistance liés à la mer et de la manière d'accéder à un marché.

## Concours, artisanat et quiz

Pour faire participer les enfants, les jeunes et les hommes, des concours ont été organisés pour chaque catégorie. Les enfants de toutes les écoles primaires ont participé à un quiz et à un concours de théâtre sur le thème de l'événement. Cette réunion a constitué une excellente occasion pour les enfants d'en apprendre davantage sur la science des ressources halieutiques, les conséquences des comportements humains sur les ressources marines (pollution et destruction des habitats marins), ainsi que les effets de l'utilisation de méthodes et d'engins de pêche destructeurs. Les élèves qui ont participé à ces activités ont découvert les principes de la gestion communautaire des pêches, ainsi que les rôles essentiels que les membres de la communauté jouent dans la collaboration mise en place pour protéger et gérer les ressources halieutiques. L'enseignement du concept consistant

Des représentantes participent à un dialogue de deux jours consacré aux femmes dans le cadre la réunion des acteurs de la GCP  
– Crédit photo : © MFMRD.





Des enfants participent à un concours de théâtre et à un quiz sur les pêches durables – Image : © MFMRD.

à gérer les actions des différents acteurs pour garantir la durabilité de la pêche est une excellente manière d'éveiller l'esprit des jeunes et de les encourager à devenir des citoyens responsables.

Un atelier d'initiation à la fabrication d'épuisettes a été organisé pour les jeunes et les personnes handicapées. La fabrication d'épuisettes est une compétence extrêmement importante, étant donné qu'il s'agit d'un engin de pêche courant, que les participants peuvent soit utiliser soit vendre. L'un d'entre eux s'est réjoui d'avoir pu participer à cette formation, car, ne possédant pas d'épuisette, il avait toujours voulu apprendre à en fabriquer.

Un concours de pêche a été organisé afin de mobiliser les pêcheurs de Butaritari et de les sensibiliser à la réglementation relative aux tailles minimales pour les espèces locales de poissons. Les règles étaient les suivantes : les pêcheurs n'avaient que quatre heures pour pêcher, en utilisant uniquement des lignes à main, et tous les poissons devaient dépasser la taille minimale indiquée dans le règlement relatif à la pêche de 2019.

## Offres d'écotourisme

Le dernier jour de l'événement a été consacré à la présentation des nouvelles offres d'écotourisme de trois communautés. Les trois villages en question – Kuma, Tanimaiaki et Bikati – ont été les premiers à mettre en place la GCP à Kiribati et ils ont créé des AMP. Quelques mois avant l'événement, chaque village avait bénéficié d'une formation à la création d'offres d'écotourisme, organisée par l'Office du tourisme de Kiribati. Le ministère de la Pêche et de la Valorisation des ressources marines (MFMRD) s'est associé à l'Office du tourisme pour trouver des activités rémunératrices novatrices susceptibles de contribuer à la transposition à plus grande échelle de la GCP. Lors de la troisième journée de l'événement, les représentants des villages ont présenté leur offre à l'ensemble des participants et des diplomates invités à la réunion. Les offres touristiques comprenaient des visites des AMP, des spectacles culturels et des repas traditionnels locaux.

Cette réunion des parties prenantes a témoigné de l'engagement des habitants et du Gouvernement de Kiribati envers la mission de durabilité que représente la GCP, ainsi que de leur reconnaissance envers le soutien venu de Kiribati et de l'étranger.

*« Les personnes rassemblées ici se sont toutes engagées à œuvrer en faveur de la protection de nos pêches côtières, pour nos enfants et toutes les futures générations de I-Kiribati. Je me réjouis de vous entendre tous dire que le programme a contribué à la mise en place d'une exploitation durable de vos ressources marines. Je suis heureux que les représentants de certaines îles aient parlé des retombées positives du programme et indiqué qu'ils commençaient à constater une amélioration de l'état de leurs pêcheries. La concrétisation de cet objectif nécessite une certaine dose de patience et de détermination, et j'espère que les enseignements tirés par ces îles donneront envie aux nouvelles îles qui ont intégré le programme de poursuivre l'aventure. »*

*Président Taneti Maamau*

## Remerciements

Nous tenons à remercier le Président de Kiribati, M. Taneti Maamau, et sa délégation, qui ont donné tant de poids à cette réunion des parties prenantes.

Nous sommes reconnaissants au maire et aux habitants de Butaritari, qui se sont dépassés pour accueillir un événement de cette ampleur sur leur île. Nous souhaiterions également remercier l'ensemble des participants et des invités à cette réunion, sans qui aucun des progrès accomplis n'aurait été possible.

Cet événement a été financé par le Gouvernement australien dans le cadre du projet en faveur de la gestion communautaire des pêches FIS-2020-172 de l'ACIAR, ainsi que par le Gouvernement néo-zélandais (programme Tobwaan Waara), la Banque mondiale (programme régional Pacific Oceanscape) et la FAO (projet « De la montagne au récif »).